

Qui seront les perdants du redécoupage électoral à Paris ?

15 octobre 2009

Handicapée par une démographie en perte de vitesse, en comparaison à la moyenne du territoire national, Paris va perdre trois députés. Alain Marleix, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, a composé, début 2009, un premier redécoupage des circonscriptions de la capitale, dont 13 sur 21 sont tenues par la gauche. A cette première mouture qui avait fait hurler l'opposition, la commission consultative du redécoupage électoral, présidée par Yves Guéna, a proposé en juin une autre solution, qui sera débattue cette semaine à l'Assemblée nationale jusqu'au 16 octobre.

Cette version est *"moins déséquilibrée"* estime Rémi Féraud, responsable de la fédération socialiste de Paris et maire du 10^e arrondissement. La droite parisienne y perd deux circonscriptions : les 16^e et 17^e, aujourd'hui tenues par Françoise de Panafieu et Bernard Debré, vont devoir fusionner. Un regroupement qui augure d'une guerre fratricide entre deux députés dont les cicatrices dues à la dernière campagne municipale ne sont pas refermées.

La 2^e circonscription, celle de Jean Tiberi, maire du 5^e arrondissement, fusionne avec celle de Martine Aurillac (3^e circ). Deux figures majeures de l'UMP sont officieusement en lice pour reprendre ce territoire qui longe la Seine de la Tour Eiffel à Jussieu. Rachida Dati, maire du 7^e arrondissement, revendique ses ambitions parisiennes. L'eurodéputée compte étoffer son réseau local et transformer son statut de parachutée du président de la République en celui de candidate potentielle à la Mairie de Paris en 2014. Reste que Rachida Dati a peu d'alliés parmi les cadres de l'UMP parisien. Ces derniers préféreraient laisser cette circonscription au premier ministre, François Fillon, un tremplin pour les prochaines municipales. *"Nous organiserons des primaires"*, prévient Philippe Goujon, patron de l'UMP Paris.

LA GAUCHE VEUT SAISIR LES SAGES

L'ex-Verte Martine Billard (elle a rejoint le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon) est également victime de ce redécoupage électoral. Sa circonscription est tout simplement dépecée. Yves Cochet, élu Vert de la 11^e circonscription, a vu la sienne *"droitisée"*. *"Le sud de ma circonscription, traditionnellement à gauche, a été rattaché à la 10^e. Et des bureaux de vote du 6^e arrondissement, plutôt à droite, ont été attachés à la mienne"*, note l'élu Vert, écœuré.

"Nous contestons ce découpage, tonne le socialiste Rémi Féraud, maire du 10^e arrondissement. Il n'y a pas de logique territoriale. Des quartiers sont hachés pour répondre aux intérêts électoraux de l'UMP. Annick Lepetit dans le 17^e perd des bureaux de vote qui lui sont favorables, la droite reçoit dans le 15^e des électeurs du 7^e, traditionnellement à droite...", récite-t-il avant de prévenir que la question du redécoupage ne s'arrêtera pas à l'Assemblée. *"Nous saisisons le Conseil constitutionnel"*, avertit-il.

"Nous allons perdre deux élus, répond Philippe Goujon, député et maire du 15^e arrondissement, président de l'UMP Paris. Si la gauche voulait un autre découpage électoral, il aurait fallu qu'elle le fasse lorsqu'elle était aux affaires. Elle n'a pas eu le courage de s'attaquer à la question, c'est sa responsabilité", estime-t-il. Un point que lui accorde Yves Cochet, ancien ministre de l'environnement de Lionel Jospin, qui regrette aujourd'hui que la gauche ait laissé ce dossier aux bons soins de l'UMP.

Eric Nunès